

de cette compagnie devront lui rembourser les millions qu'ils ont arrachés d'une façon illégale et illégitime du capital de la compagnie, capital qui aurait dû être affecté à la construction du chemin de fer, mais qu'ils ont appliqué au paiement de dividendes illégaux et exorbitants, ou bien la compagnie devra autoriser le gouvernement à affecter au moins une partie des quatorze millions de dollars qui étaient entre ses mains, au 1er janvier dernier, à l'achèvement du chemin, ou bien de garder ce montant entre les mains du gouvernement dans le but de payer ces dividendes exorbitants. Convaincu que c'est là le principe véritable, le principe honnête, et le principe d'après lequel le gouvernement devrait agir, et d'après lequel le peuple agirait, j'ai l'honneur de proposer l'amendement suivant :

Que tous les mots après le mot " que " soient retranchés et que les mots suivants soient insérés : " le Canada, par le contrat qu'il a conclu avec la compagnie du chemin de fer du Pacifique canadien a donné à la compagnie de grandes concessions qu'elle a déclarées être suffisantes et définitives ; que le Canada en 1884 a accordé à la compagnie de grands secours additionnels qu'elle a de nouveau déclarés être suffisants et définitifs ; que les actionnaires de la compagnie se sont déjà partagés entre eux environ \$7,000,000 en dividendes, et qu'ils ont encore entre les mains du gouvernement environ \$14,000,000, pour pourvoir à de futurs dividendes pour eux-mêmes d'ici à huit ans, tandis qu'ils affirment que le chemin de fer donnera des profits dès le jour de sa mise en exploitation ; que dans l'opinion de cette Chambre, les actionnaires, s'ils veulent avoir plus d'argent pour leurs opérations, devraient proposer d'utiliser leur dépôt destiné aux dividendes futurs au lieu de demander au Canada, d'affaiblir ses garanties actuelles, de faire de nouvelles avances et de permettre à l'entreprise d'être grevée de \$15,000,000 de capital additionnel, dont le commerce du pays devra payer l'intérêt.

M. CHARLTON : J'ai quelques remarques à faire à ce sujet, et en conséquence je propose l'ajournement du débat.

Sir JOHN A. MACDONALD : Nous avons ajourné de très bonne heure la nuit dernière, parce que le chef de l'opposition ne désirait pas aller plus loin, et je crois que nous ferions mieux de continuer ce soir.

M. TROW : Je crois qu'il est très déraisonnable de forcer des députés qui sont fatigués à continuer ce soir. Je propose que la Chambre s'ajourne.

M. CHARLTON : Je crois que c'est là une motion raisonnable. La discussion aujourd'hui a été d'une longueur exceptionnelle. Un seul député ministériel a parlé aujourd'hui, et il est déraisonnable de demander aux membres de la gauche de discuter cette motion dans l'espoir que le vote aura lieu ce soir.

M. MILLS : Je n'ai aucun doute que plus la question sera discutée avant qu'elle aille en comité, moins la discussion sera longue en comité. La motion de l'honorable député de Huron-Sud (M. Cameron) a été faite dans le but d'enregistrer l'opinion de la Chambre. Je suis certain que les honorables membres de la gauche qui ont suivi l'honorable chef de l'opposition ont hâte de donner leur vote sur cette motion, et j'ose dire que le premier ministre et ses partisans n'auront aucune objection non plus à enregistrer leurs votes. Il me semble déraisonnable de nous forcer à donner notre vote à l'heure actuelle. Il ne faut pas oublier qu'en 1880, le gouvernement a proposé de donner une large subvention au Pacifique canadien, et que cela devait être une fois pour toutes. Peu de temps après on nous a demandé une somme plus considérable, et maintenant il y a une nouvelle demande au parlement pour de nouveaux secours. La motion que l'on vient de remettre entre vos mains affirme qu'il y a actuellement quatorze millions entre les mains du gouvernement à la disposition de la compagnie. C'est là une déclaration très importante, et rien n'en a été dit par l'honorable député qui a répondu au chef de l'opposition pour défendre la proposition du gouvernement. Comment se fait-il qu'une compagnie ayant quatorze millions entre les mains du gouvernement, dont le gouvernement est tout simplement le fidéicommissaire, vienne ici nous demander de donner encore quelque chose de plus pour la maintenir à flot.

M. HESSON : Je crois qu'il est tout à fait déraisonnable que la besogne de la Chambre soit retardée de cette manière. Je suis d'avis qu'après le discours long et éloquent de l'honorable chef de l'opposition, les membres de la gauche n'ont pas grand-chose à dire. La question a aussi été discutée très éloquentement du côté ministériel. Le secrétaire d'Etat nous a fait un discours très éloquent et très intéressant, et le ministre faisant fonctions de ministre des chemins de fer a aussi donné d'amples renseignements à la Chambre quant à la position de la compagnie. La Chambre sait parfaitement à quoi s'en tenir relativement à cette question.

M. CASEY : C'est trop demander aux membres de cette Chambre à cette heure avancée de la nuit que de leur demander de parler sur cette importante question, surtout après la lumière qui a été jetée sur cette question par la discussion d'aujourd'hui, lumière qui, je crois, était nouvelle pour un grand nombre des membres des deux côtés de la Chambre. Et nous devrions aussi entendre l'honorable premier ministre se prononcer sur la question. Quel que soit celui qui propose ces résolutions, nous savons que c'est surtout le projet du très honorable premier ministre. Il doit avoir des opinions très intéressantes à ce sujet, et il doit avoir des renseignements très importants à soumettre à la Chambre. Nous ne pouvons supposer qu'il oubliera son devoir envers la Chambre au point de permettre que la question aille en comité sans qu'il nous donne ces renseignements. Plusieurs d'entre nous veulent discuter cette question, et nous devrions ajourner maintenant.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ferai remarquer au premier ministre qu'il ne peut guère s'attendre à ce qu'une discussion de ce genre se termine après quatre discours, dont deux par des ministres qui sont chargés de la mesure. Cette mesure est l'une des plus importantes, comme il doit l'admettre, que nous ayons eue, et elle doit donner lieu à beaucoup de discussion de la part de la gauche. De plus, l'honorable ministre ne doit pas oublier qu'à l'exception du chef de l'opposition, qui n'a eu que tout récemment l'occasion de parcourir certains documents qu'il avait demandés, nous avons été laissés passablement dans l'ignorance d'un grand nombre de faits que nous aurions dû connaître, et cela par l'action directe des propres collègues de l'honorable ministre. De fait, les principaux renseignements que j'ai eus sur cette question, je les ai puisés dans un rapport qui a été publié il y a deux jours seulement par le chemin de fer du Pacifique canadien. Ce rapport contient plusieurs déclarations étonnantes, et le peuple en général s'attend à ce que la mesure ne soit pas adoptée à la hâte.

Je regrette peut-être autant que l'honorable ministre que les circonstances aient été telles pendant cette session qu'un temps excessivement long ait été consacré à des questions qui me paraissent bien moins importantes que la discussion du changement essentiel des conditions auxquelles le prêt a été fait il y a un an. Si je croyais qu'il y eût possibilité de clore la discussion ce soir et de ne pas la renouveler longuement à d'autres phases de la mesure, je dirais que l'honorable député aurait quelque raison de prendre l'attitude qu'il a prise ; mais il sait et nous savons tous que lorsqu'il s'agit de projets de loi entraînant une dépense d'argent, il faut que la mesure passe par diverses phases, et il vaudrait mieux pour nous la discuter plus longuement d'abord qu'aux trois ou quatre phases différentes que cette mesure devra subir.

Sir JOHN A. MACDONALD : L'honorable député sait qu'il faut qu'il y ait et qu'il y aura discussion sur chacun des paragraphes de la résolution. Si l'honorable député veut m'assurer que nous irons en comité un autre jour, je consentirai à l'ajournement.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ne crois certainement pas que les honorables députés aient l'intention d'observer la mesure ; tout ce qu'ils demandent c'est une discussion raisonnable. Il y a une question qui devrait être assez bien comprise, et c'est que tout le temps pourrait être